

EXAMEN DE FIN D'ÉTUDES SECONDAIRES – Sessions 2024**QUESTIONNAIRE**

<i>Date :</i>	07.06.24	<i>Horaire :</i>	08:15 - 10:15	<i>Durée :</i>	120 minutes	
<i>Discipline :</i>	ECOPO	<i>Type :</i>	écrit	<i>Section(s) :</i>	CG / CG-4LANG	
					<i>Numéro du candidat :</i>	

I. L'Etat – rôle économique et social 16 points

- I.1. Expliquez en détail l'expression « Trop d'impôt tue l'impôt », graphique à l'appui ! (10)
- I.2. Définissez la notion de « conjoncture » et expliquez à l'aide d'un graphique ce que l'on entend par « politique anticyclique » ! (6)

II. Emploi et chômage 7 points

Présentez les raisons expliquant pourquoi le marché du travail ne se trouve pas en situation de concurrence pure et parfaite ! (7)

III. Théorie de la croissance 9 points

Présentez les différentes phases successives d'un cycle économique, graphique à l'appui ! (9)

IV. Les relations économiques internationales 18 points

IV.1. Exercice :

Considérons les données suivantes dans une économie ouverte :

$$\begin{array}{llll} c = 0,7 & g = 0,1 & t = 0,2 & E_0 = 500 \\ C_0 = 300 & G_0 = 400 & I_0 = 250 & M = 0,2 \cdot Y_d + 350 \end{array} \quad G = g \cdot Y + G_0$$

- 1) Calculez de façon détaillée le revenu national d'équilibre ! (3)
 - 2) Calculez le solde budgétaire et interprétez le résultat ! (2)
 - 3) Calculez le solde extérieur et interprétez le résultat ! (2)
 - 4) Si le revenu national de plein-emploi s'élève à 2.400 :
 - a) Quelle est la politique budgétaire appropriée pour atteindre ce revenu national ? (1)
 - b) Quelle doit être la valeur des dépenses de l'Etat pour atteindre ce niveau ? Interprétez le résultat ! (2)
 - c) Quel est le but de cette politique budgétaire ? (1)
- IV.2. Présentez les arguments en faveur du protectionnisme mis en avant par les défenseurs du régime protectionniste ! (7)

V. Question de réflexion**10 points****La BCE juge prématuré de réduire ses taux directeurs****Jeudi 25 janvier, l'institut a conservé ses taux inchangés et attend d'en savoir plus sur l'évolution de salaires avant d'envisager de les réduire**

Avant l'heure, ce n'est pas l'heure. Lors de sa conférence de presse, jeudi 25 janvier, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), l'a répété plusieurs fois : le conseil des gouverneurs, réuni un peu plus tôt, estime qu'il est « prématuré » de débattre de la baisse des taux. [...]

Face aux questions pressantes relatives à ce sujet, la Française a insisté sur le fait que la BCE était « data dependent ». Comprendre : elle se fierait uniquement aux données, réunion après réunion, pour décider de revoir ou non le niveau de ces taux. A commencer par les indicateurs permettant d'évaluer l'inflation. Mais aussi, et surtout, ceux concernant le marché du travail comme le résultat des négociations salariales de branche en Allemagne et en Italie au cours du premier trimestre, ou encore le taux de chômage, qui reste bas (6,4 % en novembre 2023 dans la zone euro).

Si les salaires sont au cœur de ses préoccupations, c'est qu'ils sont déterminants dans la dynamique de l'inflation dite « domestique », à savoir celle qui ne dépend pas des prix de produits importés, comme l'énergie. Or, en décembre, l'inflation hors énergie s'élevait encore à 4 %, loin de la cible de 2 % de la BCE. En prenant en compte les tarifs de l'électricité et de l'essence, elle était de 2,9 %.

Voilà pourquoi, jeudi, l'institut monétaire a maintenu son taux de dépôt, déterminant pour le coût du crédit aux ménages et aux entreprises, à 4 %. « Le plus probable est que la BCE décide de le baisser au deuxième trimestre, car même si elle attend des données confirmant que la progression des salaires ralentit, les perspectives économiques se sont par ailleurs dégradées », explique Jack Allen-Reynolds, chez Capital Economics.

Outre les tensions géopolitiques pesant sur le moral des ménages et des entreprises et l'inflation qui grève la consommation, les effets de la hausse des taux continuent de se diffuser à l'ensemble de l'économie. La demande de nouveaux crédits en zone euro a plongé, se rapprochant des niveaux atteints en 2009. Nombre d'entreprises peinent à se refinancer. Le niveau des faillites remonte. « Les moteurs de la croissance européenne sont au point mort », résumant les économistes d'Oxford Economics, citant notamment les faiblesses dans l'industrie. [...]

Prudence

Après 3,5 % en 2022, la BCE juge que la croissance devrait s'établir à 0,6 % en 2023 en zone euro et 0,8 % en 2024. Un niveau que nombre d'économistes estiment trop optimiste : ceux d'Axa pensent, par exemple, qu'elle ne devrait guère dépasser 0,3 %.

Et pour cause : les Etats membres contraints par les règles budgétaires européennes de nouveau en vigueur, vont réduire la voilure¹ des soutiens à l'économie déployés au cours des dernières années pour faire face à la pandémie de Covid-19 puis à la crise inflationniste. [...]

Source: www.lemonde.fr, Marie Charrel, extrait du **27/01/2024**

- V. 1. Selon le texte, présentez en détail les données que la BCE observe pour décider de revoir ou non ses taux d'intérêt directeurs ! (3)
- V. 2. Quel est l'objectif principal de la BCE ? (1)
- V. 3. Pourquoi est-ce qu'une baisse des taux d'intérêt directeurs est probable en été ? Expliquez en détail ! (4)
- V. 4. Expliquez la partie soulignée dans le texte ! Quels critères le traité de Maastricht prévoit-il concernant ce sujet ? (2)

¹ réduire la voilure: diminuer les ressources allouées